(No 118.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1857 - 1858.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON Nº 8.

1. — PROMPTS RAPPORTS

pour la séance du vendredi 12 mars 1858.

M. VANDER DONCKT, rapporteur.

Numéros du Fauilleton. Numéros du registre des pétitions.

1. 11911...

Par pétition datée d'Oisy, le 26 janvier 1858,

Les bourgmestres de onze communes du canton de Gedinne demandent l'établissement d'un quatrième facteur rural pour le service des dépêches dans ces communes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

2. 11909. Par pétition datée de Namur, le 28 février 1858,

Des maîtres de carrières et chaufourniers de la province de Namur appellent l'attention de la Chambre sur la situation qui est faite à leur industrie, par suite des travaux exécutés pour la dérivation de la Meuse et pour améliorer la navigation de l'Ourthe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

3. 11926. Par pétition datée de Florenville, le 28 février 1858,
Les instituteurs du canton de Florenville prient la
Chambre d'améliorer leur position. — Concl. — Renyoi
à M. le Ministre de l'Intérieur.

II. - RAPPORTS ORDINAIRES.

M. VAN RENYNGHE, 1er rapporteur.

- 4. 10696. Par pétition datée de Jemmapes, le 4 mai 1856, Le sieur Decamps propose une mesure au sujet de la presse. — Concl. — Ordre du jour.
- 5. Par pétition datée d'Ostende, le 29 avril 1857, La veuve Verbrugghe demande que son fils Charles soit libéré du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.
- 6. 11236. Par pétition datée de Handzaeme, le 4 mars 1857, Le sieur Le Bon, ancien brigadier des douanes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- 7. Par pétition sans date,
 Le sieur Martens, commis au bureau des contributions
 à Bruxelles, demande exemption du droit d'enregistrement auquel est assujettie la naturalisation ordinaire. —
 Concl. Dépôt au bureau des renseignements.
- 8. 11312. Par pétition datée d'Arlon, le 17 mars 1857,
 11325. Plusieurs instituteurs primaires dans le Luxembourg
 11243. prient la Chambre d'améliorer leur position.

 Même demande d'instituteurs primaires dans les cantons d'Hoorebeke-Sainte-Marie et de Florenville.
- Concl. Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

 9. 11326. Par pétition datée de Neufchâteau, le 18 mars 1857.

 Les sieurs Fabre et Marsigny proposent des mesures pour améliorer la position des instituteurs primaires. Concl. Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
- 10. 11346. Par pétition datée de Namur, le 23 mars 1857, Le sieur Gremling, gendarme à Namur, prie la Chambre de lui faire obtenir sa démission. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
- 11. 11378. Par pétition datée d'Olmen, le 30 mars 1857,

 Des propriétaires et cultivateurs à Olmen demandent que l'on construise sur les deux rives du canal d'embranchement du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut un chemin pour l'exploitation de leurs propriétés; que le pont fixe qu'on se propose d'établir sur le canal soit remplacé par un pont tournant, et qu'il leur soit fait restitution des contributions foncières qu'ils ont payées pour les terrains cédés à l'État. Concl. Renvoi à MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances.

Numéros

du registre des pétitions.

- 12. Par pétition datée d'Anvers, le 3 avril 1857,

 La veuve Walckiers réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le payement d'une créance à charge du Département de la Guerre. Concl. Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
- 13. Par pétition datée de Baileux, le 27 avril 1857,
 La dame Wafflard demande qu'il soit donné suite à la
 plainte dont elle a saisi la justice. Concl. Ordre du
 jour.
- 14. Par pétition datée de Chênée, le 25 avril 1857,
 Le sieur Criquillion, ancien employé des accises, demande la révision de sa pension. Concl. Renvoi à
 M. le Ministre des Finances.
- 15. Par pétition datée de Hasselt, le 1er mai 1857,
 Plusieurs habitants de Hasselt demandent d'être exemptés des logements militaires et qu'en attendant, le chiffre de l'indemnité à toucher de ce chef soit porté à un prix rémunératoire. Concl. Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
- 16. 10517. Par pétition datée de Basècles, le 20 mai 1857, Le sieur Maisière, ancien préposé des douanes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- 17. 8375. Par pétition datée de Vinalmont, le 12 mai 1857,
 Le sieur Jamart, ancien militaire, demande une pension. Concl. Ordre du jour.
- 18. 11510. Par pétition datée de Marbais, le 23 mai 1857, Le sieur Delstanche demande la concession d'un chemin de fer de Luttre à Maestricht. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
- 19. Par pétition datée de Saint-Trond, le 22 mai 1857,
 Le conseil communal de Saint-Trond prie la Chambre
 de voter les fonds nécessaires pour que le chiffre de l'indemnité accordée pour logements militaires puisse être
 au moins doublé. Concl. Renvoi à M. le Ministre de
 la Guerre.
- 20. Par pétition datée de Gand, le 4 octobre 1857,

 Les membres de la chambre de discipline des huissiers de
 l'arrondissement de Gand déclarent appuyer la demande
 de leurs collègues de l'arrondissement de Bruxelles, ayant
 pour objet d'améliorer leur position. Concl. Renvoi
 à M. le Ministre de la Justice.

Numéros du Feuilletou.

os Numéros du registre des on. pétitions.

21. 11642. Par pétition datée de Jodoigne, le 18 janvier 1858,

Le sieur Falkembergh demande la création d'une
caisse de retraite en faveur des secrétaires communaux.

— Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. VANDER DONCKT, 2me rapporteur.

- 22. Par pétition datée de Seraing, le 9 janvier 1858,

 Le sieur l weins demande que les commissaires de police
 faisant fonctions de ministère public près des tribunaux
 de simple police reçoivent de ce chef une indemnité, et
 prie la Chambre de faire participer ces fonctionnaires à
 une caisse de retraite. Concl. Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- 23. Par pétition datée de Cortil-Noirmont et Saint-Géry, le 23 février 1858,

 Des habitants de Cortil-Noirmont et de Saint-Géry demandent qu'il soit pris des mesures pour faciliter la distribution des lettres dans ces communes. Concl. —
- 24. Par pétition datée de Pecq, le 7 février 1858,

 Des habitants de Pecq demandent que le bureau de perception de postes établi dans cette commune soit maintenu, ou du moins remplacé par un bureau de distribution. Concl. Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

- 25. Par pétition datée de St-Genois, le 24 février 1858,

 Des habitants de Moen et de Saint-Genois réclament
 l'intervention de la Chambre pour que les concessionnaires du canal de Bossuyt ne donnent pas suite à leur
 projet de déplacer ou de supprimer des chemins publics
 dans la commune de Moen. Concl. Renvoi à M. le
 Ministre des Travaux publics.
- 26. 11309. Par pétition datée de Bouillon, le 17 mars 1857, Le sieur Limonier prie la Chambre de décider si la loi du 14 mars 1855, relative aux sociétés anonymes étrangères, est applicable aux contrats antérieurs à cette date. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- 27. Par pétition datée d'Andennes, le 19 février 1858,

 Des habitants d'Andennes demandent qu'on fasse cesser
 les travaux exécutés dans cette commune pour découvrir
 des minerais. Concl. Renvoi à M. le Ministre des
 Travaux publics.